



VILLE DE COGOLIN

ARRETE DU MAIRE

N° 2022/1100

INSTALLATION DE LA GRUE – CASTEL LORENZO : 256, chemin de Radasse

Le maire de la commune de Cogolin,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et suivants,

Vu le code de la voirie routière, notamment ses articles L 111-1, L 113-2, R116-2, et le chapitre VI du titre 1^{er} du livre 1^{er},

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L 2122-1 et L 2132-2,

Vu le code pénal, et notamment les articles 131-12 et R 610-5,

Vu le code du travail et notamment ses articles R233-2 et suivants,

Vu les décrets n° 65-48 du 8 janvier 1965, 94-1159 du 26 décembre 1994, 98-1084 du 2 décembre 1998, 2000-855 du 1^{er} septembre 2000, 2002-1404 du 03 décembre 2002, relatifs aux appareils de levage,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu les arrêtés n° 98-1084 du 02 décembre 1998 et du 25 juin 1999, relatifs aux prescriptions à respecter à chaque démontage suivi de remontage d'une grue à tour,

Vu les arrêtés des 1^{er}, 2 et 3 mars 2004 publiés au JO du 31 mars 2004 portant sur les vérifications et accessoires de levage de charges, carnet de maintenance des appareils de levage et les examens approfondis des grues à tour,

Vu l'arrêté municipal du 10 juillet 1989, portant règlement sur la surveillance et la conservation des voies communales et des façades de la ville de Cogolin,

Vu le permis de construire n° 08304220 C 0026 en date du 9 juillet 2021 délivré à la SCCV CASTEL LORENZO,

Considérant, la demande datée du 14 septembre 2022, de l'entreprise BATIMA CONSTRUCTION – 150, rue Docteur Calmette – 83210 – LA FARLEDE représentée par Moumen AHMED afin d'installer une grue du 3 octobre 2022 au 30 septembre 2023 pour procéder à la construction d'un collectif de 35 logements au 256, chemin de Radasse à Cogolin,

Considérant le dossier technique présenté par l'entreprise,

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures pour assurer la sécurité et prévenir les accidents qui pourraient se produire lors des travaux,

ARRETE

ARTICLE 1 : DUREE DE MISE EN SERVICE DE LA GRUE

La période d'implantation de la grue est fixée pour une durée de 12 mois soit du lundi 3 octobre 2022 au samedi 30 septembre 2023, parcelles AL 32-33-34-37.

ARTICLE 2 : LIVRAISON DE LA GRUE

La livraison de la grue se fera le vendredi 30 septembre et/ou le lundi 3 octobre 2022. La circulation sera donc interdite sur une partie du chemin de Radasse (portion entre la montée Saint-Roch et la rue des Moulins) lors de la livraison – Il convient d'informer les riverains de ladite rue de cette interdiction. Une dérogation de tonnage est accordée à l'entreprise afin de livrer la grue.

ARTICLE 3 : IMPLANTATION DE LA GRUE

L'entreprise BATIMA CONSTRUCTION est autorisée à implanter une grue de marque POTAIN type MDT – n° 178, fixe dans l'emprise du chantier, conformément aux réglementations et aux normes en vigueur ainsi qu'aux pièces jointes au dossier de demande de mise en service de la grue.

L'entreprise BATIMA CONSTRUCTION devra porter une attention particulière à l'arrimage au sol de la grue.

ARTICLE 4 : ZONE DE SURVOL

La flèche est autorisée à survoler le domaine public, chemin de Radasse, mais aucune charge ne pourra survoler l'extérieur de l'emprise du chantier.

Une information sera diffusée par l'entreprise BATIMA CONSTRUCTION auprès des riverains, dont la flèche de la grue survolera, leurs propriétés.

ARTICLE 5 : SIGNALISATION

L'entreprise BATIMA CONSTRUCTION devra mettre en place la signalisation correspondante aux zones de survol des hélicoptères.

ARTICLE 6 : SUSPENSION

Monsieur le Maire ou son représentant pourra à tout moment demander l'arrêt d'utilisation de la grue, si sa mise en service engendre des nuisances ou des risques pour les riverains et les usagers, si la signalisation mise en place n'est pas réglementaire ou si les règles de sécurité ne sont pas respectées.

Le présent arrêté perdra toute validité en cas de démontage et de remontage de l'engin, modification des conditions d'utilisation, réparation importante ou à la suite de tout accident provoqué par la défaillance d'un organe essentiel, tel que stipulé à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 1er mars 2004, jusqu'au dépôt d'une nouvelle attestation de vérification.

ARTICLE 7 : MAINTENANCE

L'entreprise BATIMA CONSTRUCTION devra veiller à ce que la girouette soit débloquée dès la débauche du personnel de chantier.

L'entrepreneur prendra toutes les précautions afin de limiter les chutes de matériaux, sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera, en permanence, les nettoyages nécessaires. Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge de l'entrepreneur.

En cas de manquement nécessitant l'intervention des services techniques de la ville ou d'une entreprise, celle-ci sera réalisée à la charge exclusive de l'entreprise responsable des travaux.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

Toutes infractions aux dispositifs du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions de l'article R 610-5 du nouveau code pénal, sans préjudice, s'il y a lieu, des pénalités plus graves prévues par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : RESERVES

Le présent arrêté est délivré sous réserve des droits des tiers.

Le maire conserve le droit de le retirer, si l'intérêt public l'exige, sans indemnité d'aucune sorte.

ARTICLE 10 : EXECUTION

Monsieur le maire, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Grimaud, Monsieur le chef de centre des sapeurs-pompiers de Grimaud, Monsieur le chef de la police municipale de Cogolin, Monsieur le directeur des services techniques de la ville, l'intéressé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cogolin, le 23 septembre 2022

L'adjointe déléguée,

Audrey TROIN



Le maire,

Certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

Précise que suivant les dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (Toulon - 5 rue Racine / BP 40510 - 83041 TOULON cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Formalités de publicité effectuées le : *n°2022/617 du 26/09/22*

Notifié le :